

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 300/ Mai 2020

# TENDANCES CONJONCTURELLES

1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2020

## L'économie calédonienne plonge mais ne coule pas

### La pandémie fait plonger le climat des affaires

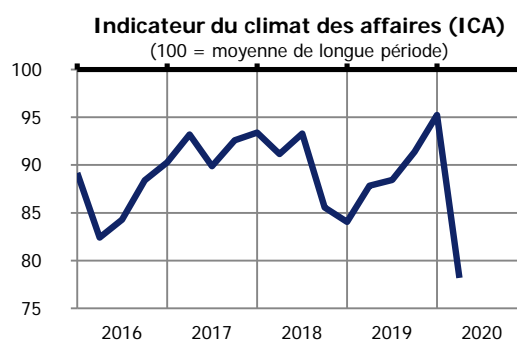
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, est impacté de plein fouet par la crise du Covid-19. L'ICA perd ainsi 17 pts pour s'établir à 78,2, soit un plus bas historique et 21,8 pts en dessous de sa moyenne de longue période. Il a donc effacé plus que la totalité de la remontée progressive observée au cours de l'année 2019. Cette chute est plus modérée que dans les autres territoires ultramarins (entre -30 et 40 pts en Polynésie française, à La Réunion ou encore aux Antilles), cependant la situation d'avant crise était déjà particulièrement fragile en Nouvelle-Calédonie.

L'essentiel de la baisse de l'ICA est imputable à la **composante future** (74 %). Les soldes d'opinions concernant les prévisions d'investissements, l'activité prévue et la trésorerie future sont les plus fortement dégradés, représentant respectivement 18,8 %, 17,6 % et 14,1 % de la contraction de l'ICA.

Toutefois, les incidences économiques de la pandémie se sont fait ressentir dès le premier trimestre, et pour certains secteurs en amont de la mise en place des mesures de confinement (intervenues fin mars) à mesure que le territoire réduisait ses échanges avec l'extérieur. Ainsi, la **composante passée** a également contribué négativement à l'évolution de l'ICA (26 % du recul). Hormis la composante relative aux prix pratiqués, selon les professionnels sondés, l'ensemble des fondamentaux des entreprises s'est dégradé au 1<sup>er</sup> trimestre donnant lieu dans certains cas à des licenciements.

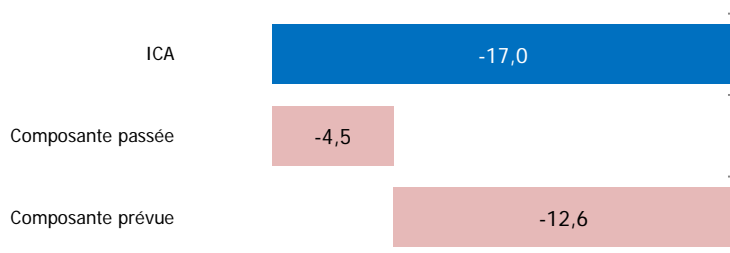
Au final, si le choc direct du mois de confinement a été estimé à 3,6 points du produit intérieur brut (PIB) annuel<sup>1</sup>, les effets induits sont en train de prendre place. Les mesures de soutiens économiques et financiers prises par l'État (fonds de solidarité, prêt garanti par l'État (PGE), garantie du prêt de l'AFD à la collectivité de Nouvelle-Calédonie), par le gouvernement (chômage partiel, report de cotisations sociales) ou encore par l'I'EOM (ligne de refinancement à 24 mois de 50 milliards XPF pour la zone Pacifique) et les banques (report d'échéances de 6 mois) visent à amortir l'ampleur des ajustements et éviter des effets en cascade.

Les capacités des différents secteurs à bénéficier d'un rattrapage et à retrouver un niveau d'activité « normal » demeurent incertaines et différentes selon les secteurs. Le tourisme (lié dans une large mesure à la clientèle internationale et aux croisiéristes) et les transports restent très fortement exposés au contexte mondial.



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

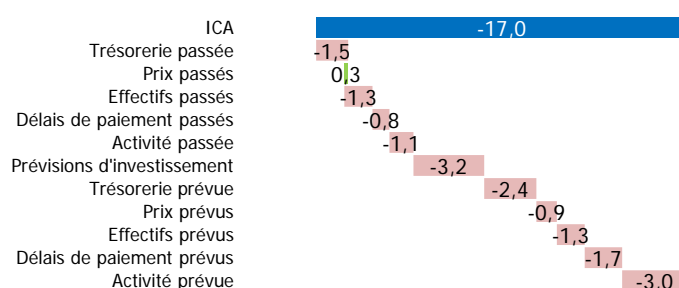
### Contribution à l'évolution de l'ICA au 1<sup>er</sup> trimestre



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

<sup>1</sup> Cf. Note CEROM sur [Les impacts économiques du Covid-19 en Nouvelle-Calédonie](#)

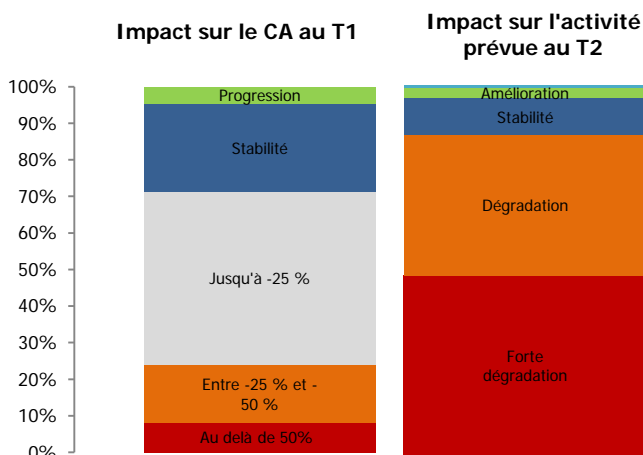
### Contribution à l'évolution de l'ICA au 1<sup>er</sup> trimestre



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

## Baisse d'activité notable pour les entreprises

Dans le cadre de l'enquête de conjoncture du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les chefs d'entreprise ont pu rendre compte de l'impact du coronavirus sur leur chiffre d'affaires ce trimestre et sur leurs anticipations pour le trimestre à venir. L'épidémie a eu un impact négatif sur leur activité au premier trimestre pour 80 % d'entre eux : 47 % des répondants déclarent une perte de chiffre d'affaires allant jusqu'à -25 % par rapport au trimestre précédent, près d'un quart des entreprises font état d'une stabilité de leur chiffre d'affaires et 8 % déclarent une perte allant au delà de 50 %. La pandémie ayant affecté le territoire à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre, les perspectives pour le trimestre à venir sont encore plus pessimistes avec un solde d'opinion sur l'activité future au plus bas (2,9 pts en dessous de sa moyenne de longue période) et une grande majorité d'entreprises anticipant une perte importante de chiffre d'affaires.

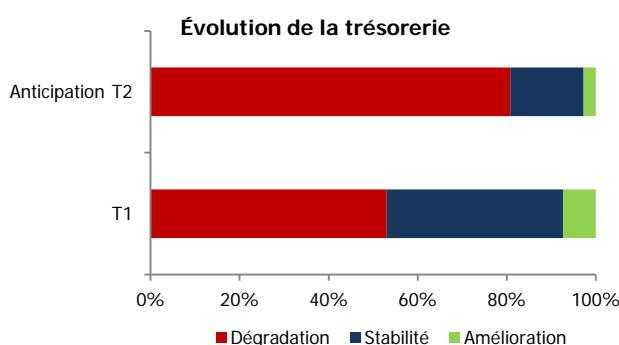


## Tensions financières sur les entreprises

La baisse d'activité et donc de revenu a entraîné des tensions financières palpables pour les entreprises : la situation de la trésorerie s'est détériorée ce trimestre pour 53 % des entreprises interrogées et 81 % anticipent une dégradation au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. En parallèle, bien que portant sur des nombres et montants faibles, les impayés sur effets de commerce ont progressé de 44 % en nombre et 15 % en valeur entre mars et avril 2019 et mars et avril 2020.

À ce jour, plus de 3 000 entreprises calédoniennes ont fait appel au fonds de solidarité, presque 1 000 demandes de PGE sont en cours pour un encours avoisinant les 20 milliards XPF, et les demandes de reports d'échéances dépassent un encours de 90 milliards (à fin avril 2020).

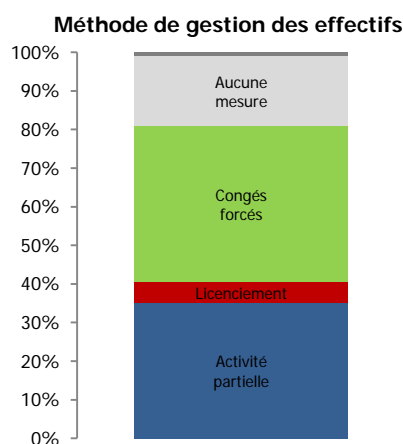
De ce fait, la grande majorité des entrepreneurs participant à l'enquête prévoient de réduire leurs investissements au cours des 12 prochains mois.



## Des perspectives pessimistes pour l'emploi

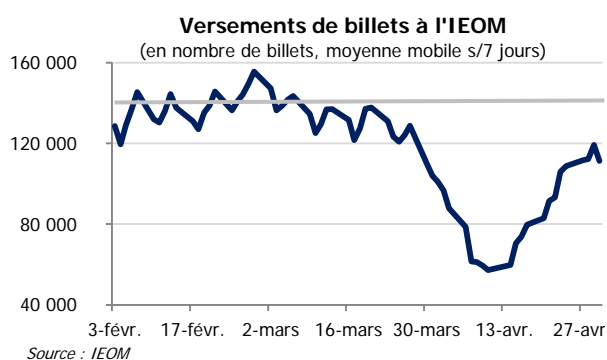
Le solde d'opinion portant sur les effectifs passés comme futurs s'est fortement dégradé, indiquant une réduction du nombre d'emplois effective et future dans la plupart des entreprises interrogées. Cette tension sur les effectifs était présente depuis plusieurs trimestres dans certains secteurs, mais semble s'être accentuée et globalisée en ce début d'année. En effet, 7,3 % des dirigeants d'entreprises déclarent avoir eu recours au licenciement à cause de la pandémie.

Cependant, d'après les réponses des chefs d'entreprise participant à notre enquête, le recours aux congés forcés a été la méthode privilégiée de gestion des effectifs lors de la période de confinement (55,3 % ont eu recours aux congés forcés et 48,0 % ont privilégié le chômage partiel) ce qui a permis d'amortir l'effet du confinement sur l'emploi. En outre, il est probable que les contrats à durée déterminée et l'intérim soient les premières variables d'ajustements.



## Des contraintes qui pèsent sur la consommation des ménages

En lien direct avec le confinement survenu à la fin du trimestre, où seuls les magasins d'alimentation générale ont été autorisés à rester ouverts, les ménages ont réduit leur consommation. Les flux de billets au guichet de l'IEOM ont été divisés par trois entre mi-mars et mi-avril traduisant la contraction des échanges durant cette période, notamment sur la première quinzaine (même si les autres moyens de paiement ont pu se substituer pour partie). En parallèle, l'impact de la perte de revenu des ménages est encore incertain. En plus des licenciements et de la réduction de l'intérim, 15 000 salariés se sont trouvés dans une situation de chômage partiel avec une « allocation Covid-19 » de 70 % du dernier salaire brut. Cette mesure est



maintenue jusqu'au 30 mai, l'activité de certains secteurs étant toujours fortement ralentie.

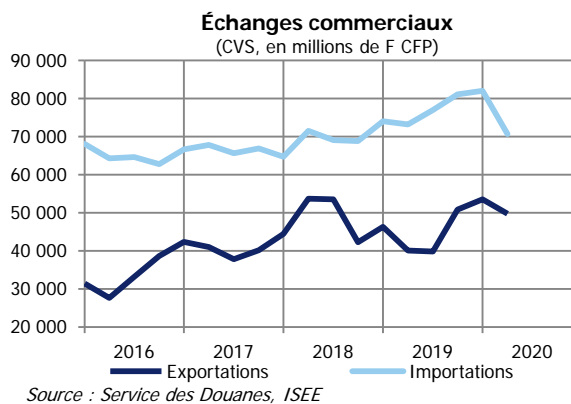
Par ailleurs, au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'indice général des prix à la consommation est resté stable, il s'établit à 109,3. Néanmoins, les prix des biens alimentaires ont augmenté (+2,1 % depuis le mois de mars 2019). Cette hausse avait été amorcée au mois de décembre 2019 et s'est poursuivie tout au long du trimestre avec une accélération au mois de mars (+1,2 % en un mois).

### Le commerce extérieur au ralenti

La fermeture progressive des frontières, au 1<sup>er</sup> trimestre, en Nouvelle-Calédonie comme dans de nombreux pays a entraîné un ralentissement des échanges internationaux maritimes et surtout aériens. Ainsi, les exportations, en progression en 2019, diminuent de 7,1 % en valeur par rapport au trimestre précédent. Malgré la baisse des quantités exportées, le cours du nickel relativement stable (en glissement annuel) a permis de modérer la perte de valeur des exportations, qui progressent néanmoins en glissement annuel (+24,0 %).

Parallèlement, la valeur des importations de biens baisse de 13,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (-3,5% en glissement annuel). La baisse se concentre sur les produits minéraux, servant principalement de combustibles ainsi que sur le matériel de transport (après des achats d'avions au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2019).

La réduction plus prononcée de la valeur des importations par rapport aux exports a contribué au resserrement du déficit commercial de 26,6 % par rapport au trimestre précédent et de 36,8 % en glissement annuel. De même, le taux de couverture s'est amélioré de 5,15 pts, et s'établit à 70,4 %.



### Les finances publiques mises à l'épreuve

Sans surprise, la contraction de l'activité liée à la pandémie couplée aux dépenses induites impactent sensiblement les finances publiques déjà fragilisées par plusieurs années de croissance molle de l'économie. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, elles enregistrent une baisse de 1,7 milliard des recettes fiscales (droits constatés) par rapport à la même période un an auparavant. Les revenus de la TGC se réduisent de 5,7 % et ceux liés à l'impôt sur le revenu de 28,8 %. Parallèlement à cette contraction des recettes, s'ajoute une augmentation des dépenses liées à la gestion de la crise du Covid-19 (chômage partiel, aides aux entreprises...). Il en résulte une accentuation des tensions sur les finances publiques. Toutes choses égales par ailleurs, cette situation devrait se détériorer encore dans les mois à venir du fait des reports de cotisations accordés aux entreprises pendant la période de confinement ainsi qu'à la perte de revenu de nombreuses entreprises et ménages tandis que les dépenses liées au soutien de l'économie devront se poursuivre.

Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé une augmentation du budget de la Nouvelle-Calédonie de 43,28 milliards XPF, financé à hauteur de 28,5 milliards XPF par le prêt de l'AFD garanti par l'état.

### Un impact de la crise hétérogène selon les secteurs

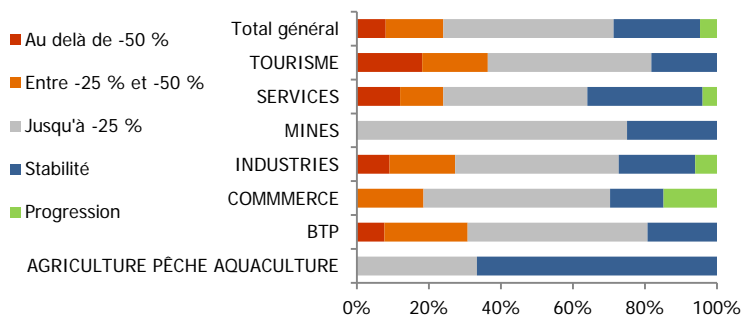
L'impact de la crise sur l'activité économique est différencié selon les secteurs. Les entreprises des secteurs dits prioritaires (secteur primaire, industrie agroalimentaire, commerce alimentaire...) sont celles qui s'en sortent le mieux au 1<sup>er</sup> trimestre. Ainsi, dans le **secteur primaire** (agriculture, pêche, aquaculture) dont la production a pu globalement se poursuivre, les professionnels sont majoritaires (67 %) à déclarer une stabilité de leur chiffre d'affaires.

Dans le secteur du **commerce**, ils sont près de 70 % à subir une contraction de chiffre d'affaires (dont 19 % une contraction supérieure à 25 %). Toutefois, la constitution de stocks de précaution sur certains produits par une partie de la population avant le confinement, a induit pour certains d'entre eux (15 %) un pic exceptionnel d'activité.

Dans une moindre mesure, ce phénomène a également bénéficié à certaines entreprises de **l'industrie** (1 entreprise interrogée sur 10 déclare une hausse de chiffre d'affaires). Dans ce secteur, les professionnels restent toutefois majoritaires (73 %) à rapporter un recul de chiffre d'affaires (dont 27 % un recul supérieur à 25 %).

Du fait de l'arrêt de nombreux chantiers et de perturbations organisationnelles (notamment de ressources humaines), le secteur du **BTP** subissant déjà depuis plusieurs années une conjoncture déprimée a été également sensiblement impacté en fin de trimestre. 81 % des entrepreneurs interrogés ont vu leur chiffre d'affaires baisser (dont 31 % une baisse supérieure à 25 %).

Impact de la crise sur le CA du 1<sup>er</sup> trimestre



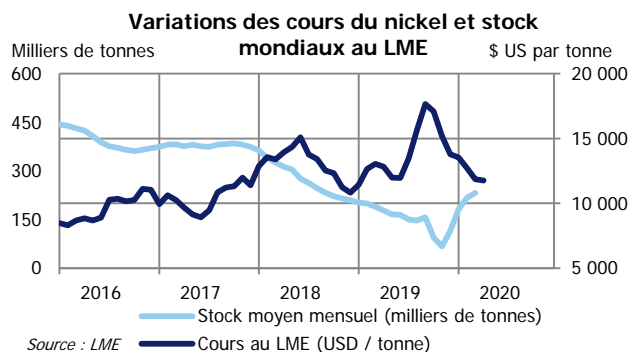
## Le secteur nickel résiste à la crise

Contrairement à la plupart des matières premières, le cours du nickel ne s'est pas totalement effondré dans le sillage de la crise sanitaire. Soutenu par l'arrêt des exportations de minerai indonésien, il reste encore supérieur au cours moyen du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (+2,7 %). Sur trois mois, il enregistre toutefois une baisse de 17,2 %. Malgré des perspectives du marché des batteries électriques toujours positives, les incertitudes sur l'évolution du cours demeurent fortes. Le niveau de la reprise économique au plan mondial et donc de la demande en nickel est difficile à prévoir, alors qu'en parallèle, la montée en puissance des capacités de productions métallurgiques (notamment en Indonésie) se poursuit, laissant augurer une probable hausse de l'offre à moyen terme.

Au plan local, la **production minière** est freinée principalement par les intempéries et dans une moindre mesure par le début du confinement (80 % des répondants à l'enquête estiment la perte de CA à moins de 25 % dans le secteur minier au 1<sup>er</sup> trimestre) et s'établit à un niveau proche de celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2019. En revanche, grâce à l'autorisation accordée à la SLN en 2019 d'exporter du minerai, la montée en puissance des exportations de minerais se confirme (+27,3 % en volume, sur un an). Elle est encore plus prégnante en valeur (+52,6 %), certains opérateurs du secteur ayant réussi ce trimestre, lors de ventes aux enchères, à écouler leur minerai à des prix supérieurs au cours du LME.

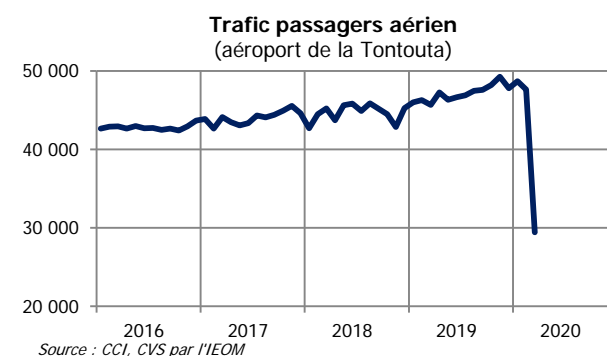
En glissement annuel, la **production métallurgique** progresse sensiblement (+11,0 %), tirée par les productions de ferronickel (+5,8 %) et d'oxyde de nickel (+33,2 %). Pour ce dernier, il s'agit d'une hausse ponctuelle puisque les nouvelles orientations stratégiques de l'usine du Sud vont conduire à l'arrêt de sa production de ce produit. Malgré une baisse des volumes exportés (-1,1 % sur un an), bénéficiant d'une meilleure valorisation sur le marché, les exportations de produits du nickel restent sur une trajectoire favorable en valeur (+14,7 %).

En parallèle de la hausse de la production d'oxyde de Nickel, la **production de cobalt** de l'usine du Sud enregistre également une forte progression au 1<sup>er</sup> trimestre (+61,0 % sur un an). Les exportations s'améliorent tant en volume qu'en valeur (respectivement de +80,1 % et +35,6 %).



## Tout un pan du secteur tertiaire à l'arrêt

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, la dégradation de la situation sanitaire au plan international s'est progressivement traduite par une réduction des échanges avec l'extérieur. En février, les arrivées de paquebots sur les îles de Maré, de Lifou et de l'île des pins ont été interdites. Mi-mars, c'est au tour des touchers sur Nouméa d'être interdits. En fin de trimestre, la fermeture de l'aéroport de la Tontouta est actée entraînant l'écroulement du trafic de passagers internationaux (-38,1 % entre février et mars et -12,7 % par rapport au trimestre précédent, données CVS). Dans le même temps, avec la fermeture des ports et aéroports des îles, les liaisons internes sont également peu à peu limitées. Cette situation conduit à un quasi-arrêt de l'activité dans plusieurs filières liées à l'activité touristique (hôtellerie, restauration, transport de passagers aériens, maritimes et terrestres, tour operators, agence de voyages). Selon les professionnels du secteur interrogés par l'IEOM, l'impact de la crise sanitaire sur le premier trimestre est déjà très significatif. Ils sont près de 82 % à faire face à une baisse de chiffre d'affaires (dont près de 20 % une baisse supérieure à 50 %).



## Perspectives ternes pour le 2<sup>e</sup> trimestre

Pour le 2<sup>e</sup> trimestre, avec une économie mise en sommeil jusqu'au mois d'avril, les professionnels interrogés sont 87 % à anticiper une contraction de leur activité. Les prévisions sont moins pessimistes dans le secteur primaire, avec tout de même 8 entreprises sur 10 s'attendant à une diminution de leur courant d'affaires. Dans le secteur touristique, le plus durement touché, ce sont quasiment 100 % des répondants qui prévoient une dégradation de leur activité (dont 90 % une forte dégradation).

Au delà de ce 2<sup>e</sup> trimestre qui sera à la fois un trimestre de rattrapage dans certains secteurs, un trimestre de reprise progressive ou encore toujours à l'arrêt pour d'autres, les craintes portent également sur la soutenabilité de certaines situations lorsque les mesures de soutiens ne seront plus effectives.

